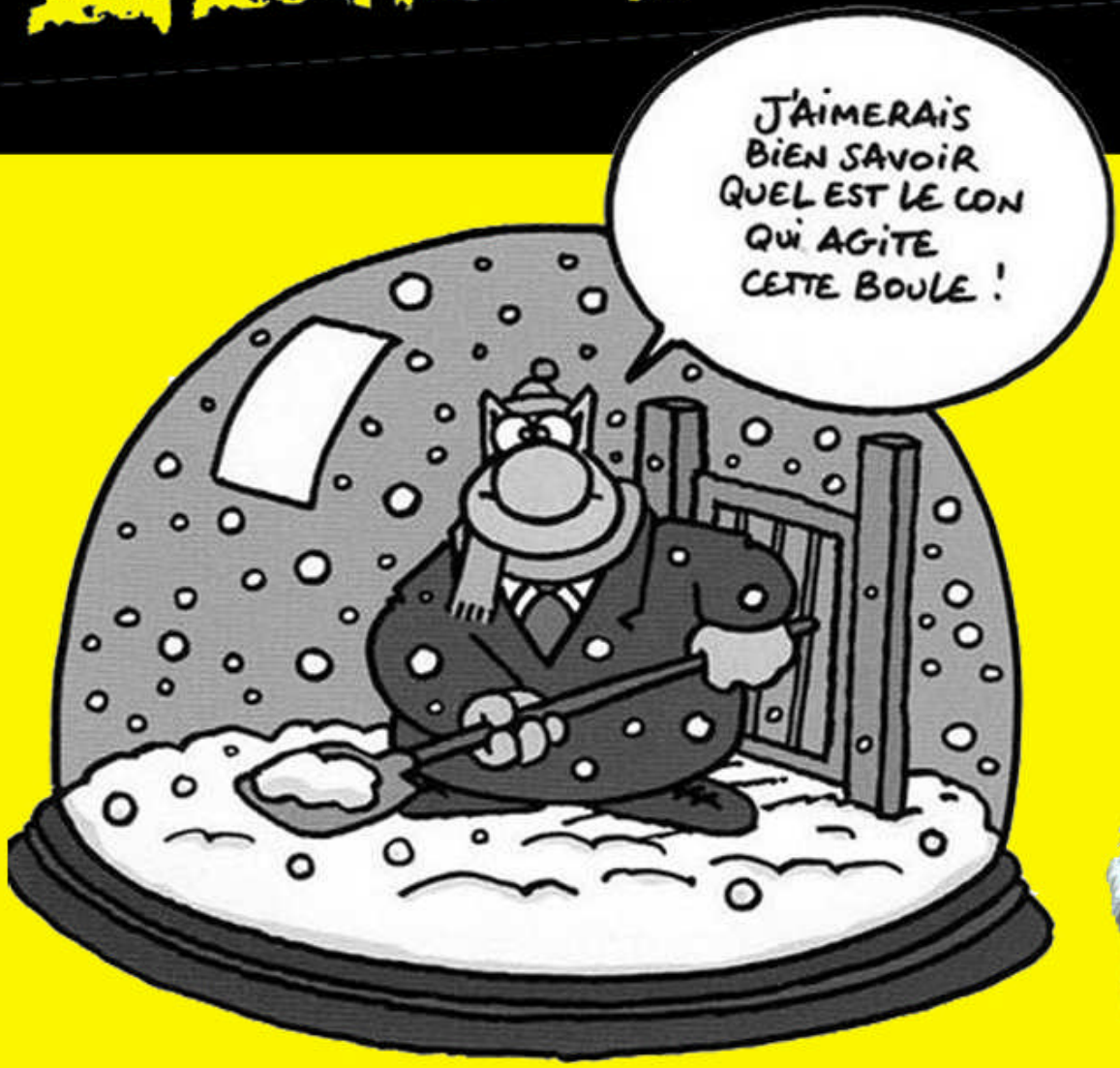
Auteurs multiples

LE GIEC POUR LES NULS®





Compilés par Frédéric-Georges Roux

Avertissement

Cet opuscule est une compilation de quelques textes permettant de comprendre pour qui et comment roule le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat, traduction française approximative mais pompeuse et trompeuse de IPCC, *Intergovernmental Panel on Climate Change*).

Officiellement (site de Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, http://www.developpement-durable.gouv.fr/Presentation-du-GIEC.html):

> Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 par deux institutions des Nations unies : l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).
>
> Cet organisme intergouvernemental est ouvert à tous les pays membres de ces deux organisations.
>
> Le GIEC a pour mandat d'évaluer, sans parti pris et de manière méthodique et objective, **l'information scientifique, technique et socio-économique** disponible en rapport avec la question du changement du climat.
>
> Ces informations sont sélectionnées parmi les études effectuées par des organismes pluridisciplinaires internationaux et publiées dans des revues scientifiques.
>
> Le GIEC travaille à dégager clairement les éléments qui relèvent d'un **consensus de la communauté scientifique et à identifier les limites d'interprétation des résultats**.
>
> La compréhension des fondements scientifiques du changement climatique provoqué par l'homme doit permettre d'en établir les conséquences et d'envisager des stratégies d'**adaptation** et d'**atténuation**.
>
> Les rapports ne doivent pas préconiser de choix de nature politique. La formule constamment rappelée à ce sujet est qu'il faut être « *policy relevant*, *but not policy prescriptive* ».

Le premier texte est une synthèse des 12 points qui expriment pourquoi il peut être normal de douter sans être ni négationniste, ni hérétique (ni un « connard »[1]).

Je tiens à remercier notamment Mme. Donna Laframboise, MM. Jean-Pierre Bardinet, Serge Galam, Christian Gérondeau, Drieu Gofredi, Olivier Postel-Vinay, Rémi Prud'Homme, Philippe Verdier, Camille Veyres et quelques autres auteurs des textes que j'ai été amené à compiler.

Frédéric-Georges Roux
Carnoules, 31 décembre 2015

[1] Dixit Madame Nathalie Kosciusko-Morizet (ancienne élève de l'École Polytechnique, promotion 1992, École Nationale du Génie Rural et des Eaux et Forêts, ancienne ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement)

La Terre se réchauffe ? Et alors ? CO2 mon amour en 12 tableaux

1. **Le CO_2 est la source de toute vie sur Terre**. Plus de CO_2 dans l'air, c'est plus de verdure et plus de nourriture pour tous les êtres vivants et plus de résistance à la sécheresse pour les principales cultures.
2. **La durée de vie dans l'air d'une molécule de CO_2 est de 5 ans environ** comme montré par les rapports isotopiques des isotopes stables 13 et 12 du carbone. Il n'y a dans l'air que 5% à 6% de CO_2 venant des combustibles fossiles et pas 28% comme l'assure l'IPCC-GIEC 2013. En effet 6% (-28) +94% (-7) = (-8,3), ce qui est observé alors que 28%(-28) + 72% (-7) = (-12,9) ce qui n'est pas observé. La quantité (-x, -28 ou -7) désigne le delta^{13}C des combustibles fossiles ou de l'air naturel. Les rapports isotopiques $^{13}C/^{12}C$ de l'air observés confirment cette durée de vie de 5 ans et démentent les fables sur la rémanence dans l'air des gaz de combustion (cent ans ! et plus selon la formule de Berne de l'IPCC GIEC 2007).
3. **Les variations de la teneur de l'air en dioxyde de carbone sont une conséquence des fluctuations de température** par le dégazage de l'océan intertropical lors et après les El Niño **et n'en sont pas la cause**. Notons $[CO_2]$ la teneur de l'air ; une relation $d[CO_2]/dt = k (T(t)-T(1960))$ ou analogue a été retrouvée par quatre auteurs par des voies différentes, et est une conséquence nécessaire des tests de co-intégration des séries temporelles des teneurs en dioxyde de carbone et des températures, tests mis au point par les économistes depuis les années 1980-1990 (Dickey Fuller et la suite).
4. **Sur 1958-2013 la part anthropique du carbone de l'air est passée de 5 ppm à 23 ppm** qui sont 5 ans x 9,5 Gt-C/ (2,1 Gt-C/ppm) en 2013, avec en 2013 des émissions par combustion de ressources fossiles de 9,5 Gt-C (en carbone contenu) ou 35 Gt-CO_2, contre 2,3 Gt-C x 5 /2,1 = 5 ppm en 1958. **La part « naturelle » (dégazage) est passée de 310 ppm à 371 ppm** grâce au petit réchauffement observé depuis 1960-1970 ; en 1958 on avait en tout 310+ 5 = 315 ppm et en 2013, 371 +28 = 399 ppm.
5. **L'effet de serre est un mythe** dont toutes les définitions, contradictoires entre elles, sont contraires à la physique élémentaire. Qu'il fasse plus chaud en surface qu'à la tropopause (gradient de -6,5°C/km) est simplement une conséquence de la pression, et c'est la même chose sur Vénus où la pression en surface est de 92 atmosphère. Rappelons qu'en transfert de chaleur par voie radiative entre deux corps en vis-à-vis c'est le bilan net « absorbé moins émis » qui compte, qu'il n'y a pas de « réchauffement de la surface » par l'air légèrement plus froid (second principe de la thermodynamique : la chaleur ne va pas spontanément du froid vers le chaud), et guère de refroidissement de la surface car son bilan radiatif net (émis moins reçu) avec l'air est très faible (des W/m²), parce que l'air est très opaque. La surface se refroidit par évaporation de l'eau avec un peu de convection et un petit peu (un vingtième du rayonnement total) de rayonnement vers le cosmos. Le reste (les dix-neuf vingtièmes) du rayonnement de la surface est absorbé par la vapeur d'eau et les nuages sur les premières centaines de mètres d'air, qui rayonnent vers la surface autant que ce qu'ils absorbent (et non pas la moitié comme dans la fable inepte de la « vitre de la serre »).

6. **Les fluctuations climatiques de long terme** (cycles de 1000 ans, 210 ans, 60 ans) **ont des explications naturelles**. Elles se retrouvent dans de multiples sédiments et marqueurs végétaux depuis 12000 ans et les mêmes causes continuent à produire les mêmes effets depuis 1960 aussi, avec le passage par un maximum entre 2000 et 2007 des trois principaux cycles dont le plus marquant est celui de 60 ans, avec des phases de croissance 1850-1880, 1910-1940, 1970-2000 et des phases de décroissance des températures 1880-1910, 1940-1970, 2000-2030 (?), bien visibles sur les courbes de température « moyenne mondiale » du centre anglais Hadley (*Hadley Climate Research Unit* ou HadCRU).
7. **La stagnation ou légère décroissance des températures depuis 1997** correspond à un retournement des trois cycles de 60 ans, de 210 ans [cycle superposable, en nombre de taches solaires, au cycle solaire de 1802] et de 1000 ans (optima climatiques « minoéen » vers -1200, romain vers -100, de l'an mil et contemporain)
8. **Cette stagnation des températures « moyennes mondiales » depuis 17 ans invalide les prétendus « modèles climatiques »** qui disent une croissance des températures selon les teneurs en CO_2 imaginées; les mesures par titrage chimique faites de 1812 à 1962 par des chimistes, des agronomes, des physiologistes et des météorologistes donnent des valeurs totalement différentes de celles, entre 280 ppm et 315 ppm dites par l'IPCC-GIEC.
9. **La teneur en CO_2 est l'intégrale des températures**... et non pas la température le logarithme des teneurs (conjecture de Myrhe, 1998, tirée des modèles informatiques)
10. Que la teneur moyenne en dioxyde de carbone croisse à un rythme constant alors que les températures sont constantes est encore un argument en faveur de la relation pente des teneurs en $CO_2 = d[CO2]/dt = k\,(T(t)- T_0)$ qui exprime que la teneur en CO_2 est l'intégrale sur le temps des températures.
11. La croissance des teneurs en CO_2 est sur les 16 dernières années de 2 ppm/an en moyenne soit +1,6 ppm/an dû au dégazage (très fortement variable selon les températures intertropicales, entre -0,4 ppm/douze mois et +3,4 ppm/douze mois) et +0,4 ppm/an pour la partie « anthropique » due aux gaz de combustion.
12. **« *Décarboner pour sauver la planète* » est un slogan inepte des sectes vertes et des fanatiques de la décroissance**. Ce slogan montre une stupéfiante ignorance de la physiologie végétale. Le dégazage est une conséquence des températures intertropicales elles-mêmes conséquences des cycles de 1000, 210 et 60 ans, et fait 80% des incréments observés. La contribution anthropique cumulée d'ici 2100 ferait 85 ans x (+0,4 ppm/an) = +34 ppm, c'est-à-dire autant la croissance totale observée depuis le début de la stagnation (ou de la décroissance) des températures il y a 17 ans. **Vouloir faire décroître cette partie « anthropique » est absurde.**

Camille Veyres
Ancien Élève de l'École Polytechnique, promotion 1977

Le GIEC est mort, vive la science

Analyse de la véritable nature du GIEC montrant bien qu'il s'agit d'un groupe extrêmement politique qui pourtant se prétend un groupe scientifique d'experts, donnée par Drieu Godefridi dans son livre *Le GIEC est mort, vive la science !*



La science cherche à décrire la réalité tandis qu'une norme, qu'elle soit morale ou légale, dit ce qui est permis ou interdit.

Le scientisme prétend déduire logiquement la norme de la science : c'est évidemment un non-sens et une faute de raisonnement car une norme morale ou une loi exprime des jugements de valeur et non des faits scientifiques.

Si le rapport du WG1 du GIEC parait scientifique (quoique fondé sur une impudente distorsion des observations et sur une pseudo-physique comme l'a montré la discussion présentée aux fiches n°1 à n°21), les rapports des groupes WG2 et WG3 se fondent sur des jugements de valeur, pour finir avec une liste des normes, lois et réglementations que tout État doit soutenir et mettre en œuvre.

Comme toute activité humaine, même marcher dehors ou faire pousser des légumes produit ou du dioxyde de carbone ou l'un des autres « gaz à effet de serre » -il y en a une fort longue liste du gaz hilarant N2O au méthane- toutes les activités humaines industrielles et agricoles sont dans le domaine couvert par le GIEC.

Le rapport du WG3 et ses propositions sont que les pays dits « riches » passent à une croissance négative et aillent vers le déclin et la misère, et que les pays dits « pauvres » limitent leur croissance en recevant une partie des centaines de milliards de dollars remis par les pays « riches » à des agences internationales gérant de multiples fonds « verts ».

Les pays « riches », nous dit l'IPCC WG3, doivent apprendre à découpler la croissance économique et le sentiment de bien-être, l'humanité doit se persuader qu'il existe des valeurs non-humaines, etc…

Il ne s'agit pas là d'une évaluation scientifique prenant en considération les pour et les contre, mais d'un agenda politique qui traduit les dangereuses intentions et pulsions homicides de « l'écologie profonde » (deep ecology) telles qu'elles ont été publiées depuis les rapports du club de Rome et de ses satellites et sont promues par des groupes de pression bien connus et de multiples « organisations non-gouvernementales ».

La pseudoscience du réchauffement climatique avec ses modèles, ses forçages radiatifs, son « effet de serre », sa croissance exponentielle de la montée du niveau des mers etc., n'est qu'un écran de fumée pour justifier une très longue liste de prescriptions de normes, de lois et de règlements suggérée par le WG3.

De telles prescriptions ne sont pas de la science mais de la politique, et l'IPCC est donc un organisme politique.

Le rouge à lèvres sur le cochon



Le rouge à lèvres sur le cochon : la Science et le groupe intergouvernemental sur le changement climatique (IPCC/GIEC). Témoignage écrit soumis par Donna Laframboise (IPC0039) à l'enquête du parlement britannique (2013)

Introduction

1) Quand j'ai commencé à regarder le débat sur le climat, comme journaliste, en 2009, j'ai eu la bonne fortune de découvrir sur le web un trésor : l'enquête de 2005 du comité des affaires économiques de la chambre des Lords. Le rapport final de ce comité, complété par des contributions écrites et par des transcriptions de témoignages oraux, a été un apport important à mon éducation. Je me sens donc honorée d'avoir été invitée à participer à cette nouvelle enquête parlementaire.

2) Je viens d'être nommée *Research Fellow* au *Frontier Centre for Public Policy ;* j'ai été journaliste au *National Post* et au *Toronto Star*. J'ai été au conseil éditorial du *National Post* et aussi vice-présidente de l'association canadienne pour les libertés civiles.

3) Je suis l'auteur de deux livres sur le groupe intergouvernemental sur le changement climatique (IPCC ou GIEC), et mon point de vue se fonde sur des années de recherches. Mon premier livre *L'adolescent délinquant que l'on a pris pour le pour le plus grand expert du climat* examine l'IPCC en tant qu'organisation.

Le second livre *À la poubelle : Rajendra Pachauri, le rapport sur le climat et le prix Nobel de la paix* donne un coup de projecteur sur l'homme qui a présidé l'IPCC depuis 2002.

4) Deux questions figurent dans les termes de référence de ce comité.

- *Est-ce que le processus de l'IPCC est un mécanisme efficace pour valider des connaissances scientifiques ?*
- *Ou bien est-il focalisé sur la fourniture d'une justification à un engagement politique ?*

5) Pour pouvoir faire confiance aux avis d'un groupe d'experts, il nous faut, autant que possible, vérifier que ce groupe a quelque ressemblance avec sa description officielle. L'IPCC ne passe pas ce test, pas du tout, si bien que l'IPCC ne peut être pris pour un mécanisme efficace pour assembler, consolider et évaluer des connaissances scientifiques.

Parlons-nous de science ?

6) Le site web de l'IPCC proclame : « *l'IPCC est un organisme scientifique* ». Mais est-ce vrai ? Que des scientifiques soient impliqués suffit-il à faire d'une organisation un *organisme scientifique* ? Pourrions-nous dire d'un club de joueurs d'échecs qu'il est un organisme scientifique parce que ses membres sont des scientifiques ?

7) Le site web de l'IPCC reconnait que l'IPCC « *ne mène aucune recherche* ». En fait ses rapports sont de massives compilations de la littérature publiée. Le personnel de l'IPCC passe en revue la littérature scientifique et au cours de la préparation d'un rapport d'évaluation de plusieurs milliers de pages émet des milliers d'opinions et d'appréciations (*judgment calls*) sur ce que la littérature scientifique nous dit sur le changement climatique, l'humanité et sur le rapport entre les deux.

8) Des opinions ne sont pas de la science. Elles sont influencées par les hypothèses implicites propres aux individus, par l'étendue et la profondeur de leur expérience, par leurs valeurs culturelles et spirituelles, par leurs analyses économiques et politiques, etc.

9) Le personnel de l'IPCC peut se comparer aux membres d'un jury. Les preuves sont évaluées. Et l'on décide des conclusions qui paraissent justifiées. Personne ne prendrait un jury pour un organisme scientifique, même quand c'est la science et la médecine légale qui fournissent le gros des preuves.

10) Et donc où y-a-t-il de la science à l'IPCC ? Sur quelle base cette organisation se pare-t-elle du nom *d'organisme scientifique*" ?

Prêt à servir dans un jury ?

11) Le site web de l'IPCC dit que l'IPCC produit des rapports « objectifs ». Pour un procès d'assise on essaye très systématiquement de s'assurer que les membres du jury sont vraiment sans préjugés. On interroge les candidats jurés sur les liens personnels et professionnels qui pourraient orienter leur appréciation dans un sens ou l'autre. Ceux qui ont des opinions arrêtées sur des sujets en rapport avec les débats sont écartés.

12) Un individu cité par la presse pour avoir dit que les grandes entreprises (*big business*) sont diaboliques ne serait jamais admis à siéger dans un jury chargé d'apprécier l'innocence ou la culpabilité d'une grande entreprise. Et pourtant nombre d'individus qui déclarent publiquement que l'humanité est responsable d'un dangereux changement climatique participent aux analyses de la littérature menées par l'IPCC, analyses supposées déterminer, hors de toute passion partisane, s'il y a assez de preuves pour affirmer cette conclusion là.

13) Les opinions *(judgment calls*) de l'IPCC ne sont pas rendues par des individus qui veillent scrupuleusement à avoir un esprit ouvert. Des liens établis et publics avec des organisations activistes, ces organisations qui recueillent des fonds en propageant l'idée que l'humanité déstabilise l'environnement, n'empêchent nullement des individus de participer à l'IPCC.

14) L'astrophysicien Michaël Oppenheimer qui a pendant deux décennies été rémunéré par l'*Environmental Defense Fund*, un groupe de pression américain (US), est à la tête du comité de rédaction d'un chapitre du rapport AR5. Le spécialiste de la biologie marine Ove Hoegh-Guldberg, qui, depuis bien longtemps, écrit des rapports pour Greenpeace et pour le World Wildlife Fund (WWF) dirige un autre chapitre. Un autre chapitre encore est confié à Alistair Woodward, un médecin néo-zélandais connu pour l'expression de ses vues très partisanes et « activistes » : par exemple il est co-auteur d'un article de 2009 qui exhorte les médecins à « éduquer et encourager leurs patients... à des actions contre le changement climatique » et à faire des « ordonnances vertes ».

15) Parmi les éditeurs réviseurs du rapport AR5 (un poste supposé veiller à ce que l'IPCC prenne bien en compte différents points de vue) nous trouvons Jennifer Morgan, activiste professionnelle qui a été le porte-parole en chef de WWF sur le changement climatique. Un autre éditeur réviseur de l'AR5 est Richard Moss, qui depuis longtemps participe à l'IPCC et a été employé de WWF avec le titre de vice-président.

16) Tout individu peut se prétendre objectif. La vraie question est s'il se comporte bien ainsi. Rajendra Pachauri, le président de l'IPCC, écrit des préfaces pour des publications de Greenpeace. Il a accepté la récompense de « *croisé de la cause verte* » (*green crusader award)* et exhorte les étudiants à être « *les porteurs de flambeau de la campagne verte* ». En Inde, dans son pays, les médias le décrivent habituellement comme un « environnementaliste ». Une notice

publiée en 2007 par la revue *Nature* nous dit : « *il exprime des sentiments passionnés pour ce qu'il désigne en permanence comme « La Cause ».* »

17) L'IPCC dit être un organisme scientifique produisant des évaluations objectives. Mais en réalité, pendant 11 de ses 25 ans d'existence, il a été dirigé par un homme qui selon toute définition raisonnable est un activiste de l'environnement.

18) Si un verdict doit s'imposer au public, le procès doit *paraître* équitable. La justice ne doit pas seulement être rendue, on doit la voir être rendue. Mais de telles considérations ne sont pas sur l'écran radar de l'IPCC.

Politiquement neutre ?

19) Le site web de l'IPCC proclame qu'elle est une organisation « *politiquement neutre, jamais prescripteur de politiques à mener* » (« *policy-neutral, never policy-prescriptive* »). Mais ce n'est pas le comportement de la direction et des responsables de l'IPCC. Ces personnes ne suivent pas un protocole précis où ils exposent ce qu'ils ont trouvé et se retirent de façon que nous puissions examiner toutes les options possibles.

20) Rappelons d'abord qu'une réponse possible au changement climatique est de ne rien faire. On a de très bons arguments pour justifier toutes les affirmations suivantes :

- la « science du climat » est immature, et donc les conclusions de ceux qui disent la pratiquer peuvent être fort erronées
- toute cette science en général semble être en crise : il est de plus en plus évident que bien de ses découvertes « scientifiques » ne peuvent être ni répliquées ni validées
- comme depuis 16 ans la température moyenne mondiale de surface n'a pas augmenté, il semble prudent d'attendre pour voir ce qui va se passer dans les dix ans à venir
- aider les pays en développement à avoir l'électricité, l'eau courante, des égouts, et l'accès aux soins médicaux est aujourd'hui bien plus humain que la poursuite de mesures censées bénéficier aux générations futures.

21) Et pourtant cette option de ne rien faire n'est pas une option que la direction de l'IPCC est disposée à examiner. Le « modélisateur » Thomas Stocker est à la tête du groupe de travail I de l'IPCC, qui vient de produire la section « science dure » du rapport AR5. Dans une interview de 2009 à la Société suisse de radiodiffusion et télévision, il a déclaré que les membres du public n'ont pas le droit de prendre eux-mêmes leurs décisions sur le changement climatique.

22) Pour lui la réduction des émissions (de dioxyde de carbone et autres) doit être entreprise « dans chaque pays » et dans « toutes les sociétés ». Selon ses propres termes « *Nous **devons** fournir un plan où **tous les secteurs** de la société contribuent à **l'objectif suprême** de la décarbonisation de la société* » (gras ajouté). Dans une autre interview publiée sur un site web du gouvernement suisse, Stocker déclare que « *des mesures **doivent impérativement être prises** si nous voulons rester maîtres du changement climatique* ». Il dit : « *Des technologies nouvelles **doivent être employées** dans les pays « en développement » pour éviter qu'ils suivent le même chemin que nous et passent par des produits inefficaces. Si la majorité de la population insiste pour avoir une voiture, des pays comme l'Inde et la Chine doivent commencer avec des voitures à moteur de deux litres.* »

23) Dans une organisation qui serait vraiment politiquement neutre les directeurs et chefs ne feraient pas ce genre de prêche au public. Ils n'emploieraient pas des termes tels que « *doit* », « *il est nécessaire* », « *il est impératif* ».

24) Même chose pour le physicien belge Jean-Pascal Van Ypersele, vice-président de l'IPCC, juste un cran en-dessous du président Pachauri sur l'organigramme de l'IPCC. En mars 2009 il a fait un discours au parlement européen, au titre pas neutre du tout « *Le changement climatique : nous ne pouvons pas nous permettre de continuer comme si de rien n'était* » (« business as usual »).

25) Quelques mois après, il a fait en Irlande un discours intitulé *Quelques points qu'un scientifique climatologiste voudrait dire aux politiques avant Copenhague* - référence à la session de négociation d'un traité climatique sous l'égide des Nations Unies, qui allait se tenir sous le nom de COP15. Comme la première diapositive nous informe de sa position officielle dans l'IPCC, Van Yepersele ne parle pas à titre privé, en tant que citoyen. La diapositive numéro trois déclare « *de profondes réductions des émissions sont nécessaires* » et « *un accord à Copenhague est essentiel* ».

26) Un dignitaire dans une organisation politiquement neutre ne devrait pas exclure a priori une option particulière (« *business as usual* »). Il ne devrait pas non plus faire des exposés disant ce qu'il « *faut faire* » et ce qui est « *essentiel* ».

27) De son côté le président de l'IPCC, Pachauri, s'est bien des fois exprimé publiquement pour promouvoir une longue liste de mesures politiques. Selon lui rien moins qu'une nouvelle éthique et un nouvel ensemble de valeurs doivent être imposés au public. Il dit que l'air conditionné et le chauffage des habitations privées doivent être réglés de façon que nous percevions « *un certain niveau d'inconfort* », qu'il nous faut absolument « *utiliser bien plus les transports collectifs* », que le transport aérien doit être taxé très lourdement pour empêcher les voyages en avion et que les hôtels doivent facturer séparément la consommation d'énergie.

28) Traditionnellement seuls les médecins et les prêtres se sont hasardés à dire aux autres ce qu'ils doivent manger et ne pas manger. Pachauri ne s'est pas fait remarquer par sa discrétion :

> *« Je ne vous demande pas de devenir végétariens. Je vous demande de manger moins de viande. Il y a de grands avantages à manger moins de viande, je vous dis que vous serez en meilleure santé et la planète aussi. Il y a sur cette Terre quelques sociétés où l'on mange des quantités excessives de viande. Voilà ce qu'il faut éviter ! »*

29) Fin 2009 Pachauri a publié un manifeste cosigné par le musicien Paul McCartney et par un officiel du parlement européen. Ils enjoignaient aux municipalités « *d'adopter le principe d'un jour sans viande chaque semaine pour leurs employés* » et enjoignait aux particuliers « *de changer leur habitudes alimentaires, avec un jour sans viande comme moyen le plus efficace de combattre le réchauffement climatique* ». Et, en haut de ce manifeste, Pachauri était bien identifié comme le président de l'IPCC.

30) En 2009 encore, Pachauri déclarait que les objectifs d'émissions de CO_2 du président Obama devaient être « *plus contraignants et renforcés* ». Un article de presse titrait : « *Obama devrait faire bien plus pour le climat : signé Pachauri* »

31) Quand certains dénigrent les valeurs publiques, réprimandent des leaders démocratiquement élus et se font les apôtres d'une longue liste de mesures qui augmenteraient le coût de la vie et causeraient bien des désagréments aux citoyens ordinaires, ils ne peuvent prétendre être politiquement neutres (« *policy neutral* »). Bien au contraire, ils font montre d'une très grande détermination à refaçonner le monde de haut en bas et par la contrainte.

32) Quelle organisation se permet des aberrations aussi flagrantes ? La direction et les responsables de l'IPCC ont démontré qu'ils ne savaient pas se conduire de « *façon*

politiquement neutre, sans jamais prescrire ou proposer de mesures politiques ». Il serait donc très certainement irresponsable de croire que, pour la science du climat, ces mêmes personnes seraient neutres, prudentes et circonspectes.

Les scientifiques sont le rouge à lèvres sur le cochon

(Le rouge à lèvre sur le cochon est une expression américaine visant les opérations de maquillage à des fins politiques ou commerciales. Une formulation fréquente est « *vous pouvez mettre du rouge à lèvre sur un cochon mais il reste un cochon* ». Note du traducteur)

33) En 2013 j'ai publié sur Internet la totalité des contenus des trois clefs USB internes à l'IPCC qu'un indicateur m'avait fait passer. Elles révèlent que les scientifiques recrutés pour écrire les rapports de l'IPCC n'ont en fait aucune autorité.

34) Dans un document que le personnel de l'IPCC pensait ne jamais être publié, j'ai découvert une discussion sur le titre du chapitre 4 du texte du groupe de travail n°2 pour le rapport AR5 *Les systèmes aquatiques terrestres (Terrestrial and inland water systems)*. Des réviseurs externes ont fait savoir à l'IPCC que ce titre n'était pas clair, voire même trompeur et ont suggéré de résoudre la difficulté en remplaçant le mot « *systèmes* » par le mot « *écosystèmes* ». Les éditeurs de ce chapitre 4 ont reconnu le bien-fondé de cette proposition mais ont expliqué que ce changement mineur serait un cauchemar bureaucratique:

> « *Ces commentaires sont pertinents mais leur donner suite imposerait de suivre le chemin épineux imposé pour modifier une formulation adoptée en assemblée plénière. Pourtant les éditeurs de ce chapitre doivent réfléchir et faire une proposition qui permettrait que tous les niveaux responsables et les groupes de l'IPCC, et même si nécessaire l'assemblée plénière, soient préparés et consentent à la résolution de cette difficulté signalée par le groupe des réviseurs.* »

35) En bon français ça signifie que les scientifiques dont les noms seront identifiés à jamais à ce chapitre 4 étaient en fait impuissants à faire ajouter trois caractères au titre du chapitre. Les titres des chapitres avaient été décidés bien des années auparavant et gravés dans le marbre par une réunion plénière de l'IPCC. Comme l'IPCC est une bureaucratie, il fallait consulter et convaincre plusieurs « *niveaux responsables et groupes de l'IPCC* » avant de pouvoir opérer un changement aussi mineur.

36) Par une fuite ultérieure j'ai su que le rapport du groupe de travail n°2 qui doit être publié en mars 2014 conservera le titre initial du chapitre 4, celui que l'on a jugé trompeur. On peut penser que les auteurs et les éditeurs de ce chapitre 4 ont trouvé que convaincre la bureaucratie ne valait ni le temps ni la peine qu'il aurait fallu y consacrer.

37) Quand on nous dit que l'IPCC est un « *organisme scientifique* » nous pourrions imaginer naïvement que ce sont des scientifiques qui prennent les décisions importantes. Mais ça n'est pas le cas. Au contraire on leur dit ce sur quoi ils doivent écrire, qu'il faut une section X et une section Y. On leur dit aussi combien de pages. Les documents des clefs USB montrent qu'il leur est imposé de ne rien dire ou écrire qui contredise ou des rapports précédents de l'IPCC ou d'autres chapitres du rapport auquel ils contribuent.

38) Le but de l'IPCC n'est pas un libre examen. Ce processus n'a rien à voir avec la recherche d'une connaissance scientifique. Les responsables de l'IPCC prédéterminent, des années à l'avance, les sujets qui seront examinés dans le rapport à venir, et les sujets qui seront ignorés.

Comme pour une pizza, la « science » de l'IPCC fait l'objet d'une commande et d'une livraison.

39) L'IPCC est une bureaucratie. Une bureaucratie qui donne un lustre scientifique à son ordre du jour en recrutant et orientant les énergies d'un certain personnel scientifique.

les méandres de la politique internationale

40) Les auteurs de l'IPCC ont passé des années à écrire les 14 chapitres du rapport du groupe de travail n°1 de l'AR5. Soixante quatre de ces auteurs ont ensuite été choisis -par la bureaucratie- pour en rédiger un résumé. Il va sans dire que condenser 14 chapitres en 31 pages suppose bien des jugements subjectifs, pas infaillibles !

41) Si l'IPCC était seulement une esquisse d'organisme scientifique, le travail se serait arrêté là. Le résumé en 31 pages – appelé « *résumé pour les décideurs politiques* » aurait été rendu public. Mais ce n'est pas ce qui se passe ! Au contraire ces 31 pages ne sont qu'un brouillon. Et la version finale du document n'est sortie qu'après une réunion de quatre jours où la signification politique de chaque phrase fait l'objet d'une dissection et d'une discussion approfondie.

42) Des délégations de plus de 100 pays participèrent à cette réunion de quatre jours, à huis clos, médias interdits. Politiciens, diplomates et fonctionnaires ont discuté des phrases, tables, graphiques et illustrations à inclure. Au final le « *résumé pour les décideurs politiques* » fait cinq pages de plus que le brouillon, avec 700 mots de moins.

43) Lors d'une conférence de presse en septembre 2013, l'IPCC a rendu public sa nouvelle version amendée du « *résumé* ». C'est probablement le seul document du rapport AR5 qui sera lu par la plupart des décideurs et des journalistes. Ce texte n'est pas l'expression brute des scientifiques de l'IPCC mais reflète une vision « *politiquement négociée* » de la « *réalité* ».

44) Peu après l'IPCC a publié un document appelé « *Modifications apportées au rapport d'évaluation scientifique/technique* ». Il comporte 10 pages de « *corrections* » que l'IPCC apporte aux 14 premiers chapitres du rapport AR5. À l'inverse d'une procédure normale, l'IPCC ne cherche pas à ce que le résumé soit cohérent avec le rapport scientifique. Au contraire cette organisation a, depuis toujours, modifié les rapports scientifiques pour qu'ils soient en accord avec les résumés négociés par les politiques.

45) Selon les termes du premier paragraphe de ce document, le personnel de l'IPCC « a identifié quelques changements à apporter au rapport scientifique pour "*faire en sorte qu'il soit en phase avec la terminologie employée dans le résumé pour les décideurs politiques tel qu'approuvé* » (italiques rajoutées).

46) Juste après ce paragraphe, il nous est assuré que ces changements « *ne modifient nullement la substance des points exposés* ». Mais comme ce sont ces mêmes personnes qui nous assurent que l'IPCC est un organisme scientifique qui écrit des rapports objectifs et ne prescrit jamais les politiques à suivre (« *never policy-prescriptive* ») ces assurances sont très sujettes à caution !

Conclusion

47) L'IPCC n'a pas été instauré par et n'est pas sous le contrôle des académies des sciences. Au contraire c'est l'enfant d'un des organismes les plus politiques que le monde ait jamais connu, l'Organisation des Nations Unies.

48) En tant que partie de l'Organisation des Nations Unies le but premier de l'IPCC n'est pas d'approfondir une connaissance scientifique mais de fournir une justification scientifique à un autre organisme de l'Organisation des Nations Unies, mis en place par le traité de 1992 connu sous le nom de Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (*United Nations Framework Convention on Climate Change*, UNFCCC)

49) Les preuves crèvent la vue. Lors de la célébration en 2008 du vingtième anniversaire de l'IPCC le président Pachauri a dit à groupe de personnes de l'IPCC : « *L'UNFCCC est notre principal client* ».

50) De même une présentation faite en 2011 par le vice président Van Ypersele se conclut ainsi : « *Conclusion : l'IPCC est déterminée à continuer* ***au service*** *du processus de l'UNFCCC* ».

51) Un traité international est un instrument politique. Voilà qui interdit à toute personne raisonnable de croire que l'IPCC fait de la science pour la science.

52) **C'est de la science mise au service de buts politiques**.

Donna Laframboise, Décembre 2013
Journaliste d'investigation (Canada)